
Alger d'aujourd'hui : une ville à la recherche de ses marques sociales

Madani SAFAR ZITOUN*

Introduction

Il ne se passe pas une journée sans que la presse nationale, qui est rappelons-le, une presse essentiellement algéroise, ne relate dans une de ses rubriques spécialisées ou dans des articles et autres pseudo reportages, les maux dont souffre la ville d'Alger. Les jugements de valeur sur le « déclin irréversible et inéluctable de la ville », sur sa « dégradation », la « saleté de ses rues », ses « embouteillages fantastiques » dépassent en démesure les descriptions quasi apocalyptiques récurrentes de « quartiers à la dérive », « sans équipements » et sans « âmes », ses « émeutes » et autres manifestations de mécontentement populaires. Ces tableaux alarmistes d'une quotidienneté algéroise difficile faisant le menu ordinaire des lecteurs de quotidiens seraient classés dans l'ordre de l'anecdotique et de l'événementiel s'ils n'avaient la prétention d'expliquer les choses, à partir de la convocation d'argumentaires et de référents puisés dans un certain nombre de théories sociologiques implicites pourvoyeuses d' "explications" commodes. Chacun y va de son antienne : quand ce ne sont pas des stéréotypes faciles désignant les autorités publiques locales à la vindicte populaire, au lectorat que l'on prend comme témoin de leur impéritie et de leur incompétence, ce sont des explications plus savantes que l'on convoque. Parmi ces dernières et entre autres référentiels, la fameuse théorie de la "rurbanisation" déclinant sous un habillage conceptuel politiquement correct la thèse des

* Université d'Alger.

effets jugés particulièrement nocifs d'un exode rural pensé comme étant à la source de tous les maux frappant la cité, celle de la perte d'un "modèle" puissant de citoyenneté et d'urbanité qui aurait été l'apanage de "vrais" citoyens connaissant le mode d'emploi de la ville et d'autres mythes encore plus prégnants, car enfouis dans le subconscient collectif, d'une sorte d'âge d'or de l'urbanité algéroise.

Le problème qui se pose pour l'analyste des réalités urbaines algéroises n'est pas tant, l'existence de ces représentations fantasmées et fantastiques de ce qui fait le lien social urbain, ni de leur reprise par les différents producteurs de discours sur la ville et ses problèmes. En tant que représentations sociales, ces dernières sont des constructions symboliques tout à fait ordinaires, dans la mesure où elles sont constitutives de ce même lien social urbain et qu'elles expriment la subjectivité des usagers de la ville. C'est plutôt le constat du décalage grandissant qui se creuse entre ces représentations, dans leur trivialité comme dans leurs formes les plus savantes d'une part, et les réalités concrètes, sociales et symboliques qu'elles recouvrent d'autre part qui est préoccupant.

La ville d'Alger a beaucoup, changé depuis une trentaine d'années, dans sa forme, ses modalités de peuplement, la structuration sociale de ses quartiers dont certains ont complètement renouvelé leurs composantes sociales, dans son étalement et la distribution de ses activités etc.... Ses habitants ont connu de forts mouvements de mobilité, notamment en direction de la périphérie, des générations entières d'entre eux, nés après l'indépendance du pays n'ont connu d'autre type de résidence que les cités dortoirs de banlieue induisant des modifications radicales dans leur rapports à l'urbain et dans leur comportements et pratiques habitantes. Il reste néanmoins que ces phénomènes radicalement nouveaux n'ont pas été décrits et appréciés à leur juste mesure. De nombreux mythes et conceptions désuètes et dépassées continuent à emprisonner la réflexion et à la dévoyer dans des directions fantaisistes. Ce ne sont pourtant pas les données statistiques issues des recensements de populations et d'autres enquêtes et études sociologiques, sans oublier une littérature grise académique importante, qui font défaut. Ce qui a manqué, c'est leur exploitation et leur mise en rapport à partir d'un regard lucide et d'une posture méthodologique critique. C'est à cet exercice, qui se propose d'interroger les conceptions sinon fausses, du moins contestables du point de vue de leur scientificité, des urbanisations algéroises, exercice mené dans le souci de débusquer et d'invalidier un certain nombre de mythes tenaces, que nous invitons le lecteur à l'occasion de la parution de ce numéro spécial sur Alger.

1. La croissance urbaine d'Alger ou les paradoxes de la libéralisation

La taille excessive d'Alger : une mise au point nécessaire

S'il est une représentation répandue et récurrente, revenant dans tous les discours, c'est celle décrivant Alger comme une agglomération tentaculaire d'une taille démesurée par rapport au reste des agglomérations du pays, entérinant le mythe d'une macrocéphalie métropolitaine préjudiciable au « développement équilibré du territoire ». Ce serait une sorte de pieuvre dont la tête aurait démesurément grandi et dont les tentacules contrôlèrent l'ensemble des fonctions vitales du pays. Des organismes aussi sérieux que l'UN Habitat¹ donnent des chiffres calculés à partir de tendances d'évolution observées dans le passé qui accréditent cette idée : La ville d'Alger aurait une population de 3 269 000 habitants en 2005 et de 3 741 000 habitants en 2010, soit respectivement 9,5% et 10% de la population totale du pays. Ces taux, même calculés à partir d'estimations exagérées restent relativement faibles si on les compare à ceux des pays voisins comme le Maroc, la Tunisie et l'Egypte dans lesquels les agglomérations de Casablanca, de Tunis et du Caire pèsent respectivement selon la même source de données des poids de 12%, 20% et 15% par rapport à leurs populations totales. Les résultats du recensement de 2008 sont venus à point nommé remettre en quelque sorte les "chiffres" à l'heure : l'agglomération d'Alger, qui comprend les 28 communes les plus densément peuplées situées dans les trois couronnes d'urbanisation (hyper centre, centre ville et première couronne) ne comptait en 2008 que 1 812 000 habitants, soit 5,3% seulement de la population nationale totale. En comptabilisant tous les habitants de la wilaya d'Alger recensés à la même date, soit 2 987 160 personnes, cette proportion ne s'élève qu'à 8,7% de l'ensemble. Ce qui nous éloigne quelque peu de la thèse de la macrocéphalie : Alger reste donc du point de vue de son poids par rapport à la population totale et du point de vue de sa taille comparée aux capitales du pourtour de la Méditerranée une agglomération de taille plutôt moyenne.

Le mythe de l'exode rural : un fantasme tenace

Le poids démographique plutôt modeste d'Alger n'exclut certes pas son importance économique, politique et sociale et donc sa place de

¹ Source : Global Urban Indicators Database publiée en 2002 par l'UN Habitat et contenue dans l'ouvrage *The Challenge of Slums*, Global report on human settlement, 2003, Earthscan publications, Londres, 2004.

métropole nationale. Rappelons que la ville concentre en son sein l'essentiel des fonctions administratives centrales : 23 % de l'emploi administratif y est concentré, son port et son aéroport sont les premiers du pays, son taux d'équipement en hôpitaux, universités et autres centres de recherches dépassent de loin toutes les agglomérations régionales, et enfin, son activité industrielle est la plus étoffée du pays. Il reste néanmoins vrai que cette réalité d'hyper concentration des fonctions primales ne semble pas avoir induit un dynamisme démographique fort. Alger ne semble plus attirer vers elle les populations à la recherche d'emplois et de résidence depuis une vingtaine d'années. Son peuplement démographique n'est plus alimenté par l'exode rural depuis le milieu des années 1980. Depuis le recensement de 1987 en effet, l'agglomération d'Alger *stricto sensu*, c'est-à-dire les 28 communes composant le périmètre du Grand Alger défini par les PUD d'Alger de 1987 n'est plus alimentée par des apports externes de populations. Bien plus que cela, c'est tout le territoire de la wilaya d'Alger, composé de 57 communes qui a vu chuter son taux de croissance démographique, passant de 1,7% par an entre 1987 et 1998 à 1,3% entre 1998 et 2008. Ces taux, qui sont bien en deçà des taux de croissance naturelle enregistrés dans le pays (2,7% et 1,6%) traduisent un solde démographique négatif ou, du moins, un processus d'installation résidentielle d'une partie des habitants originaires de la wilaya d'Alger en dehors des limites de cette wilaya, principalement dans les wilayas limitrophes de Tipasa et de Boumerdes. Il a certes existé entre 1987 et 1998 un phénomène d'afflux de ménages provenant de l'intérieur du pays du fait de la donne sécuritaire difficile vécue durant cette période, mais ce mouvement s'est tari durant la dernière décennie, notamment dans la première couronne d'urbanisation. Il est tout à fait clair cependant que l'on a assisté durant les dix dernières années à un mouvement de périphérisation de plus en plus lointaine de l'installation des populations provenant des autres wilayas, notamment en ce qui concerne l'habitat précaire. Le déplacement du front d'urbanisation se lit d'ailleurs très nettement à travers le tableau n°1 qui montre de manière très nette qu'en même temps que s'est produit le vidage des quartiers centraux, s'est réalisé le remplissage de quartiers sis dans les zones de première et de deuxième couronne².

² Pour les commodités de l'analyse, le territoire de la wilaya d'Alger a été découpé en quatre zones analytiques, à partir d'un critère de densité de population au km². La zone Hyper Centre regroupe les communes de Alger Centre, Sidi M'Hamed, Bab El Oued et la Casbah ; la zone Centre ville regroupe les 11 communes suivantes : Oued Koriche, El Madania, El Mouradia, Belouizdad, Bir Mourad Raïs, El Biar, Kouba, Bachdjarrh, El

Tableau 1 : La croissance démographique de la wilaya d'Alger entre 1966 et 2008

Zones	Population (recensements)					Taux d'accroissement annuels, en %			
	1966	1977	1987	1998	2008	1966-1977	1977-1987	1987-1998	1998-2008
Hyper centre	342 960	461 646	373 579	324 794	235 047	2,74	-2,09	-1,26	-3,2
Centre-ville	423 748	620 041	663 064	642 572	572 179	3,52	0,67	-0,28	-1,2
Première couronne	206 259	361 328	568 447	804 428	1 004 764		4,64	3,21	2,4
Deuxième couronne	6 949	19 988	523 329	790 638	1 135 456	10,08	38,61	3,82	3,65
Total wilaya d'Alger	979 916	1 463 003	2 128 419	2 562 432	2 947 446	3,71	3,82	1,7	1,3
Taux d'accroissement naturel en Algérie						3,09	2,8	2,7	1,6

Source : ONS.

Ces ordres de grandeurs au niveau de l'ensemble du territoire de la wilaya cachent cependant des situations contrastées d'établissement résidentiel selon l'origine géographique. Il semble à cet égard, au vu des données collectées sur le lieu de naissance des chefs ménages qui se sont installés en habitat précaire entre 1987 et 2008 que les installations d'éléments allogènes aient concerné les communes de l'est algérois plutôt que celles des périphéries ouest et sud où l'essentiel des baraquements construits ont été le fait de natifs de la ville d'Alger comme nous le verrons plus loin.

Des densités de peuplement en régression : le surpeuplement d'Alger, un mythe aussi ?

Les densités de peuplement ont connu également des évolutions significatives très nettes. Les données des recensements montrent bien un accroissement général de la densité de population, passant de 28,92 hab/ha en 1987 à 38,26 hab/ha en 2008. Cette évolution générale cache cependant deux mouvements contraires : une baisse très forte des densités dans l'hyper centre et un peu moins accentuée dans le centre-ville ; un doublement de la densité pour la première couronne entre 1987 et 1998,

Maqqaria, Bourouba et Hussein Dey, la zone "1^{ère} couronne" groupe les 13 communes suivantes de la proche périphérie : Bologhine, Ben Aknoun, Hydra, Birkhadem, Bouzaréah, Bab Ezzouar, Baraki, Bordj El Kiffan, Djasr Qasentina, El Harrach, Les Eucalyptus, Mohammadia et Oued Smar. La zone "2^{ème} couronne" regroupe les 28 communes restantes de la lointaine périphérie algéroise.

suivie d'un repli entre 1998 et 2008, et enfin une hausse continue des densités dans la deuxième couronne. Les quartiers centraux connaissent ainsi un délestage très net de leurs populations vers les zones périphériques, selon le même mode constaté pour les taux de croissance démographique. Cette baisse très forte des densités s'observe en ce qui concerne les quatre communes composant l'hyper centre algérois dans les deux communes de Bab El Oued et de la Casbah qui sont passées respectivement de 852 à 529 et de 606 à 334 habitants à l'hectare entre 1987 et 2008. C'est donc une remarquable décompression démographique qui s'est réalisée en l'espace de vingt années, qui n'est pas attribuable uniquement aux effets des opérations de relogement des familles sinistrées victimes des inondations de 2001 et du séisme de 2003 et à la délocalisation des familles touchées par la rénovation de certains îlots d'habitat de la Casbah, qui n'ont concerné dans l'ensemble que près de 5000 familles, soit près de 32 000 habitants. Les raisons de ce phénomène procèderaient d'une logique de sortie volontaire de ces quartiers pour des raisons plus complexes que nous verrons plus loin.

Tableau 2 : Densités par zones. Habitants / hectare

	1987	1998	2008
Hyper centre	609, 85	464,95	336, 95
Centre-ville	170,02	189,28	159,24
Première couronne	46,57	85,71	72,35
Deuxième couronne	11,62	17,23	25,87
Total Alger	28,92	33,26	38,26

Comparé à d'autres situations internationales, ce processus de dédensification peut être assimilé, toutes proportions gardées, à celui qui a intéressé la ville de Paris où les densités à l'intérieur des limites intra muros sont passées de 600 à 700 habitants à l'hectare au début du XIX^{ème} siècle, à 290 en 1880 et à 350 depuis les années 1930³, c'est-à-dire le niveau algérois actuel pour les communes de l'hyper centre. Il peut également être rapporté aux situations classiques documentée dans les villes d'Amérique du Nord et du Nord de la Méditerranée qui ont connu à des degrés divers et selon des temporalités peut être un peu plus longues, des phénomènes de vidage et de désertification de leurs centres villes induits à la fois par l'ouverture de possibilités d'installation en périphérie d'une part et par les processus de reconversion tertiaire du centre ville

³ Roncayolo, *La ville et ses territoires*, Folio essais, Paris, 1997

d'autre part. A cet égard, si l'on se focalise sur les quatre communes composant cet Hyper centre, on remarque à travers le tableau 3 des situations différentes au niveau des statuts d'occupation des logements qui traduisent les niveaux socio économiques différents des ménages, et qui sont elles-mêmes corrélées aux caractéristiques d'habitat. La commune d'Alger Centre se distingue ainsi des trois autres communes de l'hyper centre par des taux de vacance, de logements secondaires et à usage professionnel plus élevés, exprimant son caractère un peu moins populaire, mais sans qu'il y ait de contraste fort par rapport aux autres.

Tableau 3 : Statuts d'occupation des logements en 2008 pour les quatre communes de l'hyper centre

Commu -nes	Habité		Inhabité		Logement secondaire		A usage professionnel		Total		T.O.L
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	
Alger Centre	15167	72,7	1027	9,5	2663	12,7	1981	9,5	20838	100	5,0
Sidi M'Hamed	12585	81,3	1095	7	837	5,4	952	6,1	15469	100	5,4
Bab El Oued	11515	86,1	421	3,1	968	7,2	464	3,4	13368	100	5,6
Casbah	7090	79,8	509	5,7	532	5,9	747	8,4	8878	100	5,2
Hyper centre	46357	79,2	3052	5,2	5000	8,5	4144	7,0	58553	100	

Les choses apparaissent donc clairement pour ces quartiers de l'hyper centre algérois, mais également pour ceux composant la zone du centre ville : on a eu affaire, de manière générale, à un processus de décompression résidentielle général, qui a permis aux quartiers populaires de Bab El Oued, Sidi M'Hamed et La Casbah de se vider de leurs populations excédentaires, et aux habitants d'Alger Centre de se redéployer dans les quartiers de banlieue, grâce à la vente de leurs logements qui ont été reconvertis en locaux à usage professionnels ou par leur mise en vacance comme logements secondaires ou vacants. Les données compilées pour les deux zones centrales de l'agglomération établissent clairement une perte de respectivement 10 667 et de 1957 "logements habités en immeuble" pour l'Hyper centre et pour le Centre ville entre 1998 et 2008. C'est donc un mouvement de grande ampleur qui s'est dessiné durant cette dernière période intercensitaire.

Les mobilités professionnelles : une réactivation du centre ville ?

Cette décompression démographique des quartiers centraux ne semble toutefois pas avoir été suivie d'un mouvement de déconcentration des activités et des emplois qui sont restés majoritairement concentrés dans la

ville tertiaire européenne héritée de la période coloniale, notamment la commune d'Alger Centre. Les fonctions de métropole nationale jouent un rôle certain à cet égard, du fait des rôles de commandement et de pouvoir politique et économique centraux que joue la capitale, sans pour autant expliquer leur distribution spatiale dans l'agglomération. En effet, malgré le mouvement de délocalisation de certains sièges de ministères et d'administrations centrales intervenu depuis 2005 et qui a concerné, entre autres, le ministère de l'énergie ayant migré de la commune d'Alger Centre vers la commune de Hydra, celui du ministère des finances qui s'est déplacé d'Alger Centre vers Ben Aknoun, la délocalisation du siège de la Sonatrach vers les hauteurs de Hydra – l'essentiel des administrations centrales est resté localisé dans la zone hyper-centrale d'Alger, confirmant en cela les données collectées par l'ONS en 1998 et les résultats des différentes enquêtes menées par le Betur⁴ : ces enquêtes montrent l'excessive concentration des emplois dans le centre historique de la ville (zones hyper centre et Centre-ville).

Le tableau 4 réalisé à partir de la compilation de données sur l'emploi pour l'année 2004 établit un taux de croissance de 5% des emplois entre 2002 et 2004 pour l'ensemble de l'agglomération. Il permet de saisir les contrastes très forts entre communes à l'intérieur du périmètre urbain central (hyper centre et centre ville) en terme de concentration des emplois. Il montre un excédent de près de 40 000 emplois par rapport au nombre d'actifs par km² dans les cinq communes centrales d'Alger-centre, de Belouizdad, de la Casbah, Sidi M'hamed et El Mouradia, qui s'oppose au déficit en emplois par rapport aux actifs dans les neuf autres communes du centre ville qui appartiennent à la "ceinture ouvrière" historique d'Alger dans ses deux composantes Ouest (les communes de Bab El Oued et de Oued Koriche et la partie de la commune d'El Biar qui la jouxte) et Est (les communes de Bach Djarrah, Bourouba, Hussein Dey, El Magharia et Kouba), sans oublier l'enclave d'habitat "populaire" d'El Madania (ex Clos Salembier).

⁴ Le Betur a réalisé plusieurs enquêtes ménages en 1987, 1998 et 2004. Ces enquêtes fournissent l'essentiel des données utilisées dans ce chapitre consacré à la distribution des emplois dans l'agglomération d'Alger. L'étude d'évaluation économique et financière du projet de métro d'Alger 2002, menée par le Betur et la RATP, de même que l'étude de restructuration du réseau de transports collectifs urbains ont également servi à comparer et à valider certains chiffres et ordres de grandeur utilisés dans l'analyse.

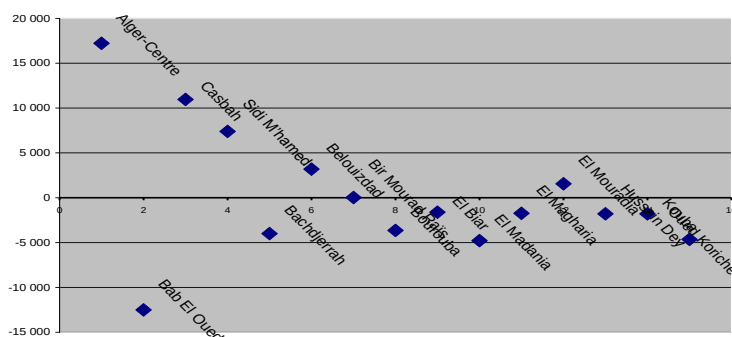
**Tableau 4 : Densités d'actifs et d'emplois
pour les principales communes de la wilaya d'Alger**

Communes	(1) Population	(2) Emplois	(3) Population/ Km ²	(4) Nb. actifs/ Km ²	(5) Nb. Emplois/ Km ²	Différence (5) – (4)
Alger-Centre	89 998	99 800	24 239	9 665	26 879	+ 17 214
Casbah	45 076	29 310	39 951	15 306	25 997	+ 10 961
Sidi M'hamed	81 904	47 875	37 889	14 762	22 147	+ 7 385
Belouizdad	54 384	28 547	25 390	10 141	13 327	+ 3 186
El Mouradia	27 590	13 663	14 404	5 578	7 133	+ 1 555
Bir Mourad Raïs	44 864	17 313	10 538	4 052	4 067	+ 15
El Biar	48 423	13 122	11 538	4 747	3 127	-1 620
El Magharia	32 138	9 073	20 558	7 547	5 804	-1 743
Kouba	115 191	23 698	11 452	4 159	2 356	-1 803
Hussein Dey	45 456	40 556	10 982	4 483	9 587	-1 803
Bourouba	74 500	13 949	20 855	7 551	3 905	-3 646
Bachdjerrah	80 272	15 572	23 941	8 642	4 644	-3 998
Oued Koriche	50 594	8 600	20 712	8 175	3 521	-4 654
El Madania	46 747	7 381	21 707	8 214	3 427	-4 787
Bab El Oued	84 794	19 053	71 478	28 575	16 061	-12 514

Source : ONS

La figure 1 ci-dessous, tirée de ce tableau permet de visualiser l'ampleur des écarts entre communes bassins d'emplois et les communes bassins d'actifs, mais sans forcément que les emplois proposés par les premières soient occupés par les actifs provenant des secondes.

Figure n° 1 : Solde densité d'emplois - densités d'actifs pour 15 communes d'Alger, 2004



Le tableau 5 qui présente la nature dominante des emplois dans chaque commune, mais surtout le ratio emplois secondaires (industriels) par rapport aux emplois tertiaires (administratifs, commerciaux, de services) montre bien l'existence d'un recouvrement, même s'il n'est pas complet, entre spécialisation fonctionnelle des communes et leur solde en matière d'emplois. On voit très bien à cet égard la confirmation de la division fonctionnelle entre communes tertiaires du centre ville qui présentent des densités d'emploi dans ce secteur au-dessus de la moyenne et les communes de la banlieue industrielle historique qui proposent des ratios d'emplois secondaires élevés, notamment la commune industrielle de Oued Smar qui se situe dans la zone est de la "ceinture ouvrière" d'Alger.

**Tableau 5 : Distribution des emplois pour quelques communes.
Wilaya d'Alger 2004**

Principales communes	(1) Emplois/ Pop. 2004	(2) Emplois/ km ²	(3) Emplois/ Actifs	(4) Emplois Tertiaires /km ²	(5) Emplois Secondaires /km ²	(6) Ratio (5)/(4) (secondaire/ Tertiaire)
Casbah	0,65	26 000	1,7	23 600	4 700	19,90%
Alger-Centre	1,11	26 900	2,78	22 500	6 700	29,70%
Sidi M'Hamed	0,58	22 100	1,5	17 000	7 100	41,70%
Hussein Dey	0,87	9 600	2,14	7 300	3 400	46,50%
Belouizdad	0,52	13 300	1,31	9 300	6 100	65,60%
Bab El Oued	0,22	16 100	0,56	10 500	7 200	68,70%
Oued Smar	1,5	4 800	4,57	700	3 400	485,70%
Total wilaya	0,26	1 000	0,75	700	300	42,80%

Source : ONS, compilations BETUR et auteur.

Sans aller dans les détails de l'analyse pour toutes les communes de l'agglomération algéroise, qui montrent, entre autres résultats, les dégâts en terme de perte d'emplois industriels du fait du processus de désindustrialisation qui a frappé les quartiers de Belouizdad, de Hussein Dey, d'El Harrach durant la décennie 1987-1998, mais aussi les taux de croissance dépassant les 5% par an des emplois tertiaires (dans le secteur commercial et des services) si on inclut les emplois informels qui ont concerné les communes déjà fortement tertiaisées de l'hyper centre, une tendance de fond se dessine : les emplois du tertiaire supérieur n'ont pas migré, à l'instar de leurs détenteurs vers la périphérie, malgré quelques velléités de délocalisation des grands sièges de ministères, organismes et entreprises publiques en dehors de ces quartiers depuis 2005.

Au contraire, comme nous allons le voir dans la section suivante, l'essentiel de la mobilité résidentielle a été portée par les couches

“favorisées” de la population algéroise, en terme, à la fois, d’aisance financière générée par le déverrouillage du marché immobilier apporté par l’opération de cession des biens de l’Etat initiée à partir de 1981, mais également, en terme de bon positionnement d’autres couches dans les filières d’accès administratives aux lotissements qui se sont multipliés au début des années 1990. C’est en effet ce formidable “appel d’air” – produit à la fois par le déverrouillage du marché foncier induit par les nouvelles lois libéralisant les transactions d’achat et le processus de redistribution “illicite” du foncier mis en œuvre par les DEC après 1992 – qui a alimenté l’essentiel des stratégies d’installation des populations algéroises en périphérie.

C’est ce phénomène formidable de translation de ces couches favorisées dans l’espace algérois qui explique à la fois l’accentuation des problèmes de circulation et de congestion à l’intérieur de la ville centrale, débordant même sur la périphérie, mais également un certain nombre d’aspects plus structurels de la consommation de la ville par ses habitants.

2. L’étalement résidentiel en périphérie : son contenu et ses implications sociales

Qui sont ces Algérois qui sont sortis des quartiers centraux ? Quelles sont leurs caractéristiques sociologiques ? Les données disponibles, celles découlant du recensement de 2008 comme celles fournies par plusieurs enquêtes et travaux universitaires⁵ apportent quelques éclairages inédits. Evaluons tout d’abord l’ampleur du processus d’étalement urbain à travers quelques indicateurs synthétiques.

Des gains d’espace considérables et une amélioration relative du confort résidentiel des Algérois

Quelques travaux réalisés durant la décennie écoulée, notamment à partir de photos satellites traitées⁶, montrent que la tache d’urbanisation s’est étendue et élargie, progressant essentiellement dans les communes

⁵ Ces données sont fournies entre autres par les enquêtes menées en 2004 par Urbanis sur l’ensemble de la zone couverte par le massif de Bouzaréah dans le cadre du projet financé par la Banque Mondiale « *Projet de réduction de la vulnérabilité de la Wilaya d’Alger aux catastrophes naturelles* », des enquêtes ponctuelles sur les habitants relogés de la cité de Diar El Kef (Oued Koriche) dans le cadre du programme de recherche PRUD « Les effets du relogement » et d’autres travaux universitaires.

⁶ Angel, S., Sheppard, S.C. et Civco, D.L., *The dynamics of Global Urban Expansion*, Université de Columbia, New York by, Transport and Urban Development Department, World Bank, Washington, september 2005, 205 pages.

de l'est et du sud de l'agglomération et à partir de trois axes de communication⁷, ainsi qu'en direction de la zone sahélienne à l'ouest (Dely-Brahim, Chéraga) et des petits centres secondaires d'El Achour, Draria et Baba Hassen sur les reliefs sahéliens du sud-ouest. On note également le processus de remplissage des communes de Mohammadia et Bordj El Kiffan qui s'étendent le long de la côte est de la baie d'Alger.

Ces travaux montrent par ailleurs que si les conditions favorables d'accessibilité par les grandes voies de circulation ont contribué à favoriser l'urbanisme linéaire le long de ces axes dans la partie orientale de l'agglomération, ce sont plutôt les disponibilités foncières qui ont été à l'origine de la croissance rapide des îlots d'urbanisation que sont Chéraga, Draria et Baba Hassen au sud-ouest. La construction de la rocade de contournement du tissu urbain central dense Ben Aknoun - Dar El Beida, opérée au début des années 80, a contribué ainsi dans une grande mesure à favoriser l'accessibilité, et partant, l'urbanisation du versant sud de cette voie rapide. De voie de contournement périphérique, cette dernière est devenue en l'espace d'une quinzaine d'années une véritable artère médiane, divisant l'espace urbanisé en deux parties relativement équivalentes en termes de poids démographique.

- En juin 1987, cette rocade divisait les 139,6 km² de superficie urbanisée de la ville d'Alger en parts inégales : les trois quarts sur son versant nord et un quart seulement sur son versant sud.

- En l'année 2000, cette rocade divisait les 229,12 km² de superficie urbanisée en parts relativement équivalentes : 54,3 % pour le versant nord et 45,7 % pour le versant sud.

- En 2008, plus de 60% des 313 km² de la superficie urbanisée se situe désormais sur le versant sud de cette rocade de "contournement". Les mêmes tendances fortes de 3,99% de progression annuelle des superficies urbanisées, taux supérieur au taux de croissance démographique de 1,5% observé durant la période 1987-2008, ont donc conduit à un renversement des équilibres antérieurs.

On note de ce fait que la superficie urbanisée de la wilaya d'Alger a été multipliée par trois entre 1987 et 2008, faisant basculer son centre de gravité circulatoire de près de 3 km vers l'intérieur des terres, au delà de la ligne de crêtes qui avait contenu son extension spatiale vers le sud jusqu'aux années 90. On remarque enfin que ce puissant déplacement du front urbain s'est réalisé de manière beaucoup plus extensive qu'au cours des années précédentes. Les surfaces bâties sont passées de 53,54 m² par

⁷ Centre-ville - Baraki ; Centre-ville - Les Eucalyptus ; Centre-ville - Dar El Beida.

personne en 1987 à 64,73 m² en 2000⁸, toutes catégories sociales confondues, grâce principalement au vigoureux taux de croissance de l'habitat de type individuel de 4,3% par an qui contraste avec le taux relativement modeste de progression de l'habitat en immeuble qui n'a pas dépassé durant la période le taux de 1,5% annuel. Encore faut-il souligner, comme nous l'avons déjà mentionné dans la section précédente, l'amélioration générale intervenue dans le T.O.L. (Taux d'Occupation par Logement) au niveau de la wilaya d'Alger qui est passé de 6,6 en 1998 à 5,8 en 2008 alors qu'il était de l'ordre de 6,8 en 1987. Cette amélioration générale reste toutefois inégalement répartie puisque autant les T.O.L. ont fortement baissé dans les communes centrales passant par exemple de 6,5 à 5,6 à Bab El Oued, de 5,8 à 5 à Alger Centre, autant ces taux n'ont pas connu de baisse significative dans les communes de la "ceinture ouvrière" de l'est algérois comme Baraki, Les Eucalyptus, Bourouba qui continuent à afficher des T.O.L. se situant au niveau moyen de 6,5 personnes par logement.

Il semble bien, à cet égard, sans pourtant que l'on puisse généraliser ce constat à toutes les catégories de résidents de la capitale, que l'effet de centralité de localisation des ménages dans la ville, en ce qu'elle autorise de meilleures possibilités de vente sur le marché de leurs logements, ait joué un rôle important dans leurs processus de délocalisation. Les habitants des "cités périphériques" de mauvaise qualité urbanistique, trop surpeuplées et dégradées sont restés en quelques sortes captifs de leurs lieux de résidence, à la différence des ménages situés dans des localisations centrales plus convoitées.

Le redéploiement des Algérois en périphérie : des logiques contrastées

Le redéploiement des populations algéroises en périphérie s'est réalisé selon des modalités assez complexes que nous ne pouvons développer dans le détail dans le cadre de cet article. Quelques cartes thématiques confectionnées à partir d'indicateurs significatifs et pertinents et quelques chiffres et ordres de grandeurs permettent de dégager les tendances et mouvements principaux. Il y a lieu tout d'abord de faire une distinction première en fonction du type d'habitat : habitat individuel versus habitat en immeuble collectif qui procèdent de mécanismes d'accès différents d'une part et de regarder ensuite de plus près à l'intérieur de chacune de ces catégories les logiques de différenciation plus subtiles.

⁸ World Bank, *op. cit.*, p. 114.

L'habitat individuel : des situations contrastées

Entre 1998 et 2008, 64 855 maisons individuelles ont vu le jour sur le territoire de la wilaya d'Alger, dont plus de la moitié (56,7%) situés dans les 28 communes composant la deuxième couronne d'urbanisation. C'est dire combien les installations résidentielles de particuliers se sont périphérisées, c'est-à-dire se sont éloignées des quartiers centraux. Derrière ce mouvement général se cachent des mécanismes d'accès au foncier différents, quoique ayant eu ces dernières années une tendance à s'unifier sous la bannière de la spéculation immobilière qui a gommé en quelques sortes les facteurs "parasites" d'ordre politico administratif⁹, mais qui ont eu des implications directes en terme de qualité urbanistique et juridique des lotissements, et par ricochet sur leurs composantes sociales.

Ces habitations illicites recensées par les services de ce même ministère montrent (tableau 6) que 59 407 habitations "illicites" furent réalisées durant la période 1992 - 2000, avec des taux d'illicéité différents selon les daïras. Celles de Dar El Beida, de Baraki et de Draria avec des taux d'habitat illicite se situant respectivement à 52,6%, 23,8% et 21% ont été les plus touchées par le phénomène qui regroupe à la fois, du point de vue des critères de dénombrement utilisés par le ministère de l'habitat, des constructions en dur sur plusieurs étages parfois, mais également tout ce qui ressort de l'ordre de l'habitat dit précaire, qui rappelons-le, constitue près de la moitié des effectifs dénombrés. Ce qui est le plus remarquable dans ce processus de lotissement mis en œuvre par les municipalités déléguées, c'est que les lots distribués ayant fait l'objet de constructions en dur ont ciblé des clientèles particulières d'Algérois, essentiellement des ménages arrimés à des réseaux politico-administratifs recrutés dans des catégories sociales d'extraction sociale souvent modeste : essentiellement des petits fonctionnaires et commerçants.

⁹ Par ce terme de "facteurs politico-administratifs", nous désignons les pratiques de lotissement qualifiées d'"illicites" par le ministère de l'habitat et de l'urbanisme qui ont été initiées par les municipalités FIS de la capitale entre 1991 et 1992 et qui ont par la suite été poursuivies par les maires de municipalités désignés ayant exercé en qualité de DEC (Délégués Exécutif Communaux) jusqu'en 1997.

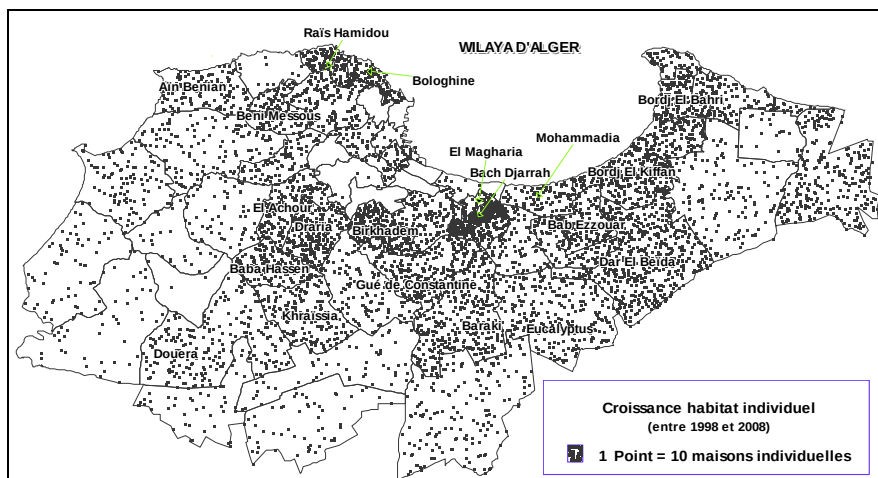
Tableau 6 : Distribution par daïras des constructions illicites

Daïrate	Nombre total de constructions	dont illicites	% illicites
Dar El Beida	62273	32772	52,60%
Baraki	31756	7581	23,80%
Draria	19026	3997	21,00%
Bir Mourad Rais	44505	6024	13,50%
El harrach	35784	3347	9,35%
Birtouta	7199	532	7,38%
Bouzareah	28742	1651	5,76%
Cheraga	32305	1550	4,79%
Rouiba	22382	790	3,52%
Hussein dey	31638	823	2,60%
Zeralda	17099	211	1,23%
Bab el oued	42869	129	0,30%
Total	375578	59407	15,80%

Source : MHU.

La carte thématique n°1 qui présente la répartition des maisons individuelles construites entre 1998 et 2008 montre ainsi que les densités de maisons individuelles se sont accrues de manière formidable dans deux zones différentes : la première qui comprend les communes de Bab Ezzouar, Dar El Beida Bordj el Kiffan et Bordj El Bahri dans la zone orientale du territoire de la wilaya tandis que la deuxième tache d'urbanisation regroupe les communes situées au sud et sud-ouest de la wilaya (Draria, El Achour, Beni Messous, Birkhadem). Si la première zone a attiré des "clientèles" plus populaires, notamment dans les communes ouvrières de Bourouba et El Magharia, la seconde procède de mécanismes de distribution qui ont attiré des "clientèles" plus favorisées.

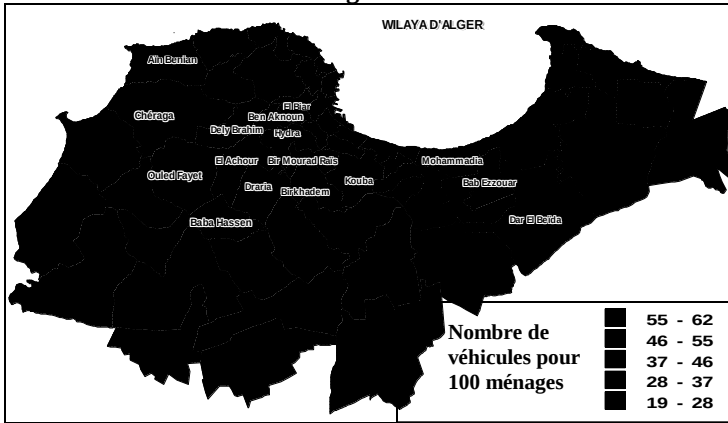
Carte n° 1 : Croissance de l'habitat individuel 1998-2008



En effet, si dans la première zone les lotissements distribués par les DEC ont été majoritairement le fait de pratiques de reconversion de terres appartenant au domaine privé de l'Etat (EAC et EAI) comme les lotissements Douzi et Bousshaki à Bab Ezzouar par exemple, dans la deuxième zone, une partie non négligeable des installations résidentielles s'est réalisée sur des assiettes foncières appartenant à des propriétaires privés, ou alors dans le cadre de lotissements à clientèles sociales plus sélectives appartenant aux catégories supérieures des élites politico-administratives.

La carte n°2 ci-dessous, qui présente le taux d'équipement des ménages en véhicules particuliers par communes dans la wilaya d'Alger permet de préciser, à travers cet indicateur résumant les caractéristiques socio économiques des ménages, les différences de statut social des auto constructeurs algérois. Elle montre le phénomène nouveau de translation des catégories sociales aisées des communes du centre de l'agglomération vers les communes du Sahel algérois.

Carte n° 2 : Taux d'équipement en véhicules particuliers des ménages algérois



Il apparaît donc clairement à travers ces deux exemples de distribution spatiale que les populations algéroises centrales se sont déployées différemment dans l'espace périphérique algérois. Les plus favorisées d'entre elles, celles qui disposent de ressources économiques, qu'elles fussent le fruit de la vente sur le marché de leurs logements situés dans les quartiers centraux à forte valeur urbaine, le résultat d'une aisance financière provenant d'activités extra immobilières ou celles disposant de positions importantes dans les circuits de décision politique se sont dirigées vers les communes du sud et sud-ouest qui prolongent les quartiers huppés des hauteurs. Celles qui étaient les moins bien loties en termes de ressources économiques, mais pas nécessairement en termes de position dans les filières de distribution informelles du foncier public, se sont, quant à elles, dirigées vers des quartiers de moins bonne qualité urbaine situés dans la zone orientale, beaucoup plus "populaire" de l'agglomération.

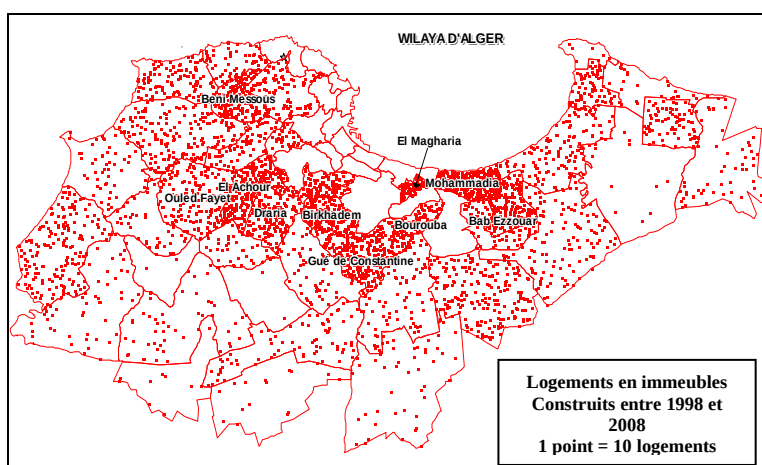
Les programmes de logements publics : du déracinement à la déportation en périphérie des classes moyennes.

Les programmes de logements publics ont également contribué à redessiner la géographie sociale de l'agglomération algéroise. L'analyse de la localisation des programmes de logements sociaux montre que ces mêmes communes du Sahel algérois ont été fortement sollicitées, même par les Offices de Promotion et de Gestion Immobilières (OPGI) qui ont implanté pour le compte des communes centrales de l'agglomération

(Alger centre, Sid M'Hamed, par exemple) de nouvelles cités d'habitat collectif dans les communes de l'ouest et du sud algérois.

Ce qui attire toutefois l'attention, c'est sans conteste le programme de location vente AADL qui a contribué, pour les ensembles livrés à ce jour et habités, et qui contribuera, dans les années prochaines, à faire sortir les couches moyennes des quartiers centraux de l'agglomération, provoquant leur éparpillement sur un rayon de 50 kilomètres par rapport au centre de l'agglomération. Les données compilées à partir du fichier AADL sont parlantes : sur les 25 400 souscripteurs au programme, 14 003 d'entre eux (soit 55% de l'ensemble) proviennent des quartiers du centre d'Alger (hyper centre et centre ville) et sur ce nombre, 12 105 d'entre eux (soit 86,7%) seront relogés en 1ère ou 2ème couronne.

Carte n° 3 : Logements en immeubles construits entre 1998 et 2008



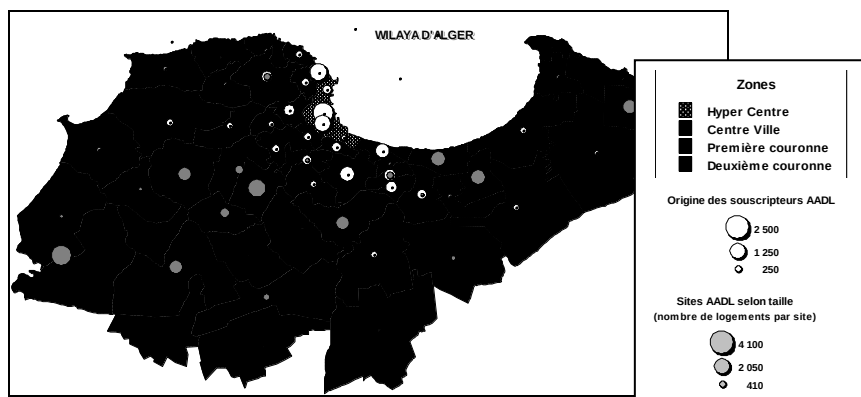
La carte n° 4 montre bien ce processus de “déportation” vers la périphérie, qui va contribuer à alléger de manière assez sensible les quartiers centraux des deux catégories socio professionnelles « cadres et professions libérales supérieures » et « professions intermédiaires » qui constituent avec un effectif de 18 095 ménages souscripteurs, les trois-quarts (75%) de l'ensemble des souscripteurs comme le montre le tableau 7.

Tableau 7 : Distribution des souscripteurs AADL, par catégories socioprofessionnelles agrégées

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs	%
		Colonne
Agriculteurs exploitants	4	,0%
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	464	1,8%
Cadres et professions intellectuelles supérieurs	7883	31,0%
Professions intermédiaires	11022	43,4%
Employés	2760	10,9%
Ouvriers	1887	7,4%
Militaires et assimilés	744	2,9%
Retraités	491	1,9%
Autres personnes inactives	76	,3%
ND	69	,3%
Total	25400	100,0%

Source : AADL, compilations auteur.

Carte n° 4 : Lieux d'origine et sites de relogement des souscripteurs



A l'instar du mouvement de sortie des quartiers centraux ayant intéressé les catégories d'urbains favorisées du point de vue de leurs ressources économiques ou du point de vue de leurs ressources informelles en "capital social", ou les deux à la fois, qui ont pu accéder à l'habitat individuel périphérique, les autres catégories sociales appartenant aux couches moyennes de la ville (les CSP de "cadres et professions intellectuelles supérieures" et de "professions intermédiaires") mais

qui ne disposent théoriquement que des caractéristiques leur permettant de s'inscrire dans les dispositifs d'accès formels au logement, en l'occurrence le programme AADL, vivent le même processus de délocalisation de leur résidence vers la banlieue lointaine. En termes sociologiques, ce sont donc, de manière générale, les élites urbaines les plus nanties, les plus actives et les plus cultivées qui ont déserté et continuent à le faire activement, le centre historique de l'agglomération algéroise, avec les retombées que cela induit en terme de changements dans l'animation de la vie citadine dont elles sont les acteurs principaux.

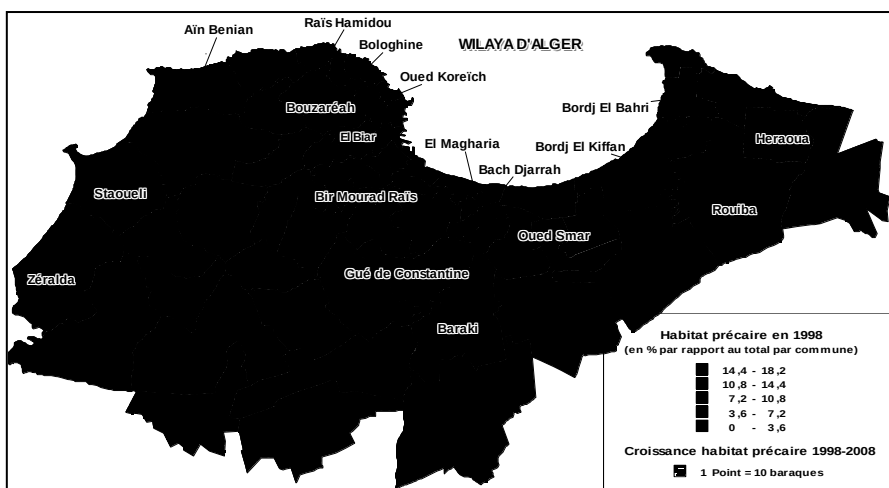
L'habitat précaire : une logique de reproduction endogène qui remplace la logique d'installation exogène

Enfin et pour clore cette présentation du nouveau paysage sociologique de l'agglomération algéroise, il reste la description et la compréhension des nouvelles logiques de distribution dans l'espace et de production de l'habitat précaire. Si nous parlons de logiques nouvelles, c'est bien parce que les données fournies par le recensement de 2008 sont venues confirmer le tournant dans les mécanismes de formation des bidonvilles, déjà observé abondamment dans les années 1990, à savoir, essentiellement, le fait que la majorité des nouvelles installations en bidonville dans l'agglomération algéroise ne sont plus le fait, comme dans les années 1970 ou 1980, de populations rurales provenant d'autres wilayas de l'intérieur du pays. Il est certain que les flux de ménages originaires de l'extérieur de la wilaya ne sont pas complètement taris, puisque l'on retrouve, ça et là, au gré des différentes enquêtes réalisées par les collectivités locales, des familles originaires de l'hinterland de la région algéroise, mais sans que le nombre qu'ils constituent puisse inverser la tendance de fond démarrée dans les années 1990 : celle des installations d'origine locale.

Dans la majorité des cas répertoriés, notamment dans les sites les plus anciens comme ceux de la nébuleuse inscrite sur les flans du massif de Bouzaréah, de part et d'autre de l'Oued Mkacel (commune de Oued Koriche), sur les hauteurs de Bologhine, sur le piémont de la corniche ouest allant à Aïn Benian, dans la commune d'El Madania, ce sont des bidonvilles de "deuxième génération" qui se sont développés, renforçant des sites existants depuis plus d'une trentaine d'années ou les prolongeant physiquement. Dans les enquêtes menées en 2004 par Urbanis, 70% des chefs de ménages, résidant en bidonville dans cette zone, étaient natifs d'Alger et avaient une moyenne d'âge de 36 ans. Et dans la majorité des cas, documentés aussi, ces chefs de ménages étaient les enfants de familles habitant à proximité, dans les quartiers en dur affichant

cependant un grand surpeuplement. Le cas le plus net est fourni par la cité de Diar El Kef dont tous les espaces mitoyens libres ont été occupés par les rejetons des ménages occupant les immeubles d'habitation offrant des espaces exiguës (1 pièce), par le grand ensemble de Climat de France situé dans la commune de Bab El Oued où l'on a eu affaire à la réoccupation des terrasses des immeubles en sus des autres espaces mitoyens, etc.

Carte n° 5 : Evolution de l'habitat précaire dans la wilaya d'Alger (1998-2008)



La carte thématique n° 5 ci-dessus, si elle ne montre pas ce phénomène de “bourgeoisement” de nouveaux sites de bidonvilles de deuxième génération à partir des anciens, permet cependant de visualiser le formidable mouvement d'installation qui a concerné les communes de Bordj El Kiffan et de Bordj El Bahri, produit par l'appel d'air induit par le processus de distribution informelle du foncier qui a caractérisé cette zone dans les années 1990 et qui, à l'instar des sites de la zone centrale et ouest de l'agglomération, a attiré essentiellement des ménages de naissance algéroise.

En tout état de cause, il est tout à fait clair que les 24 300 baraques qui ont été construites entre 1998 et 2008 – qui ont fait passer la proportion d'habitat précaire par rapport à l'ensemble du parc d'un chiffre de 5,9% en 1998 à 9,1% en 2008, ce qui est un taux considérable – ont procédé dans leur majorité d'une logique d'installation plus endogène que les logiques ayant fonctionné avant 1987. Ce qui indique, sinon un

dérèglement dans les procédures de contrôle de l'urbanisation au niveau de la wilaya d'Alger, du moins un problème réel d'offre résidentielle pour les jeunes ménages algérois provenant des quartiers populaires, dont la seule perspective résidentielle reste la construction de baraques dans les tissus interstitiels des anciens quartiers ou leur érection dans les communes où s'est exercée la moins forte pression administrative.

Conclusion

La ville d'Alger, comme nous venons de le voir à travers cet essai synthétique, n'est vraiment plus ce qu'elle était : une agglomération compacte et dense qui, malgré les dérèglements dans ses processus de peuplement apportés par la "révolution urbaine" de l'indépendance¹⁰, avait réussi jusqu'à un certain point, sinon à retenir, du moins à régénérer par des mécanismes qui lui étaient propres, ses élites urbaines dans son centre historique. En effet, durant plus d'une vingtaine d'années, après l'indépendance, le gel du marché immobilier avait contribué à figer la structuration sociale des espaces algérois dans un statu quo fait du mélange et de la cohabitation dans les mêmes espaces urbains à différentes échelles (quartiers, immeubles) de catégories sociales très diversifiées, espaces dans lesquels elles ont eu à inventer de nouvelles façons beaucoup plus symboliques que matérielles de cohabiter tout en marquant leurs différences sociales. Le dégel de ce marché grâce au processus de cession des biens de l'Etat initié à partir de 1981, mais surtout le formidable "appel d'air" apporté par le déverrouillage du marché foncier après 1990, ont contribué à libérer d'un seul coup, en l'espace de quelques années, les désirs de mobilité et de reclassement social portés par les différentes catégories sociales qui se considéraient comme "mélangées" dans l'espace urbain algérois.

Ce sont donc essentiellement les couches urbaines algéroises promues résidentiellement par la "révolution urbaine" de l'indépendance et les couches supérieures de la bureaucratie d'Etat qui ont constitué le moteur de ce formidable et irrépessible mouvement de translation vers la périphérie, infirmant en cela l'explication par thèse des effets de ce que d'aucuns diront "objectifs" de la crise du logement, ou celle de la simple dégradation des conditions d'habitat. L'attrait pour la périphérie s'explique plutôt par la recherche véhémente d'un cadre urbain plus

¹⁰ Voir à ce sujet les travaux de M., Sgroi Dufresnes, *Alger 1830-1984. Stratégie et enjeux urbains*, éd. Recherches sur les Civilisations, Paris 1986 et Safar Zitoun, Madani, *Stratégies patrimoniales et urbanisation. Alger 1962-1992*, Paris, Ed. L'Harmattan, 1997 qui décrivent bien ce processus.

distinctif, c'est-à-dire moins "populaire" remplaçant le mélange et la promiscuité sociale de l'immeuble collectif par l'entre-soi entre « gens du même monde » et la distance sociale qu'offre l'habitat individuel. Par des mécanismes plutôt subtils combinant à la fois les ressources financières considérables apportées par les plus-values tirées de la réactivation du marché immobilier et les ressources de capital social et politique disponibles, ces catégories sociales ont réussi en l'espace de quelques années à sortir du centre ville et à se regrouper dans les nouveaux quartiers d'habitat individuel prolongeant les quartiers huppés des hauteurs d'Alger.

Ce faisant, elles ont produit cette forme de nébuleuse urbaine étalée et difforme en périphérie, mal connectée au reste de l'ancienne agglomération compacte et dense mais qui – malgré la formidable frénésie de construction de locaux commerciaux, les investissements considérables consentis par les autorités municipales et wilayales les afin de rattraper en terme de viabilités les retards accumulés – ne réussit pas à « faire ville ». Alger s'enfoncerait de ce fait encore beaucoup plus résolument dans un autre paradoxe que celui produit par le découplage entre lieux de travail centraux et lieux de résidence périphérique, celui des effets de l'abandon du centre ville par la maigre "gentry" qui l'animait et le faisait vivre culturellement. En effet, ce n'est pas tant la migration des couches sociales prédatrices et affairistes vers la périphérie qui fait problème, dans la mesure où ces dernières n'ont jamais constitué un vecteur de dynamisme urbain, une force d'innovation et de progrès social, c'est plutôt la migration progressive et irréversible de grande ampleur de ses couches sociales les plus dynamiques (recouvertes par les CSP de « cadres et professions intellectuelles supérieures » et « professions intermédiaires ») dans ces nouvelles enclaves périphériques catégorielles que sont les ensembles AADL.

Annexe

Tableau 8 : Affectation des souscripteurs au programme AADL selon leur zone de résidence antérieure

Zone de résidence antérieure		Zone d'affectation				Total
		Centre ville	Première couronne	Deuxième couronne	Non affectés	
Hyper Centre	Nb	1881	4178	1116		7175
	%	7,4%	16,4%	4,4%		28,2%
Centre Ville	Nb		2974	3884		6858
	%		11,7%	15,3%		27,0%
Première couronne	Nb	785	161	4711	503	6160
	%	3,1%	0,6%	18,5%	2,0%	24,3
Deuxième couronne	Nb			4541		4541
	%			17,9%		17,9%
Hors Alger	Nb			261		261
	%			1,0%		1,0%
NP	Nb			405		405
	%			1,6%		1,6%
Total	Nb	2666	7313	14918	503	25400
	%	10,5%	28,8%	58,7%	2,0%	100,0%

Source : AADL, compilation auteur.

Bibliographie

Angel, S., Sheppard, S.C. et Civco, D.L., « *The dynamics of Global Urban Expansion* », Université de Columbia, New York, Transport and Urban Development Department, World Bank, Washington, September 2005, 205 pages.

Ema, Betur, *Etude de restructuration du réseau de transports collectifs urbains de la wilaya d'Alger*, Alger, 2001.

Ema, Betur, CENEAP, *Enquête ménages des déplacements à Alger*, Alger, 2004.

ONS (Office National des Statistiques), *Résultats préliminaires du recensement général de la population et de l'habitat 1987*, 1988, Alger.

ONS (Office National des Statistiques), 1999 : « *RGPH 1998 : Résultats du recensement général de la population et de l'habitat 1998* », Coll. Statistiques, Alger.

ONS, *Données Statistiques*, Principaux résultats de l'exploitation exhaustive, Wilaya d'Alger, fascicule n° 527-16, 2009.

Prenant, André, « L'aggravation des contrastes sociaux à travers une extension spatiale et un "freinage" démographique différenciés dans la nébuleuse urbaine d'Alger », in *Alger, lumières sur la ville*, Alger, Ed. Dalimen, pp 213-235, 2002.

Roncajolo, Marcel, *La ville et ses territoires*, Folio essais, Paris, 1997, p 285.

Safar Zitoun, Madani, *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, Paris, Ed. L'Harmattan, 1997, p 292.

Safar Zitoun, Madani, « Alger ou la recomposition d'une métropole », n° 04 Spécial Alger, Printemps 2001, *Revue La Pensée du Midi*, Marseille, Actes Sud, 2001, pp. 30-35

Safar Zitoun, Madani, « Alger, ville confisquée par l'Etat », in *Alger, lumières sur la ville*, Alger, Ed. Dalimen, 2002, pp. 319-329.

Safar Zitoun, Madani, Tabti Talamali, Amina, *La mobilité urbaine dans l'agglomération d'Alger : évolution et perspectives. Etude de cas*, Plan Bleu/Banque Mondiale, Sophia Antipolis, 2009, p 110.

Sgroï-Dufresne, Maria, « La politique urbaine à Alger : continuité et ruptures », thèse de III^{ème} cycle, Université de Paris 1, 1983.

Sgroï-Dufresne, Maria, *Alger 1830-1984 : Stratégies et enjeux urbains*, Paris, Ed. Recherches sur les Civilisations, 1986.

Souiah, Sid-Ahmed, « Mobilité résidentielle et recomposition socio-spatiale : le cas d'Alger » in *Alger, lumières sur la ville*, Alger, Ed. Dalimen, 2002, pp. 236-247.

UN Habitat, *The Challenge of Slums, Global report on human settlement 2003*, Londres, Earthscan publications, 2004.

